

Politique

Politique nationale de population : LE LONG CHEMIN VERS LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE

La politique nationale de population était, hier, au centre d'une réunion entre les responsables de la Direction nationale de la population (DNP) et de la Banque mondiale. La rencontre s'est déroulée dans les locaux du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget. La délégation malienne était conduite par le directeur national de la population, Alain Camara, tandis qu'en face, siégeait la directrice du secteur santé, nutrition, population pour l'Afrique de l'ouest et centrale du département du développement humain pour la région Afrique de la Banque, Mme Trina S. Haque. Celle-ci était accompagnée de son assistante, le Dr Aissatou Diack.

Source : Essor

Gouvernement

«Quelle nouvelle gouvernance pour le Mali ? »

Guerre, rébellion, occupation, exécutions, trahisons, pillages, viols, vols, voiles, amputations, coup d'Etat, transition, arrestations sommaires et exactions sont les douleurs du peuple malien. Seuls le temps et la volonté de revivre ensemble pourront un jour les estomper. Tous les peuples déchirés par le conflit doivent entamer un long processus de «mise à plat» des actes, des accusations, des responsabilités et des culpabilités. La liste des victimes et des auteurs présumés doit être établie afin que les victimes soient reconnues comme telles et retrouvent leur dignité. Les accusés doivent être jugés et punis, ou pardonnés par leurs victimes elles-mêmes si elles estiment que leur repentir le leur permet. La justice joue un rôle primordial car, face au crime, l'impunité est le poison humain et social dont un peuple ne se remet jamais. L'Afrique du Sud comme le Rwanda et bien d'autres pays déchirés par les souffrances de longues années de violation des droits humains ont mis en place des commissions afin de retrouver l'unité nationale grâce à un long processus de vérité et de dialogue pour la réconciliation. Le pays, les régions, les villes, les villages, les familles ne peuvent retrouver la sérénité du vivre-ensemble que lorsque la vérité a été dite, que chacun a reconnu ses actes et que justice a été rendue. Ceci permet la reconstruction d'une mémoire exacte des faits, et aux communautés d'évoluer naturellement sans que les rancœurs de l'injustice ne couvent, toujours prêtes à ressurgir. Jeudi dernier, dans une des salles de l'Assemblée nationale à Paris, Pierre Buyoya, l'ancien Président du Burundi, a conclu le colloque «Quelle nouvelle gouvernance pour le Mali ? » en rappelant que tout processus de réconciliation est long et douloureux, mais que c'est l'unique chemin que le Mali doit prendre pour que les souffrances s'apaisent. Les invités à cette journée de réflexion étaient nombreux et variés. Plusieurs organisations financières et humanitaires internationales étaient présentes. Des représentants de la société malienne avaient fait le déplacement. Des élus de Bamako et des élus et notables de villes du Nord ont rappelé les projets passés et actuels de décentralisation. Des déplacés et réfugiés en Mauritanie et au Burkina avaient été invités à témoigner. Des Maliens de l'extérieur, responsables d'association, journalistes, artistes et simples citoyens, étaient là aussi. Les «invités maliens» ont parlé de ce qu'ils avaient subi et de ce qu'ils vivent encore, chacun selon sa propre lecture de l'Histoire de sa communauté culturelle et de ses relations avec l'Etat malien et les autres populations. La tension est vite montée car dans la salle, les Maliens n'en avaient pas tous la même interprétation. Ils ont exprimé leurs inquiétudes sur ce qui se passe actuellement à Kidal et redit leur volonté absolue de continuer leur combat pour un Mali Un et Indivisible, sous les vert, jaune, rouge du seul drapeau malien. Le représentant du MNLA, venu de Ouagadougou, a été vivement interpellé. Fantani Touré, artiste malienne, militante des droits des femmes et pour la paix au Mali et dans le monde, a appelé ses sœurs et frères du MNLA «à déposer les armes et à venir s'asseoir pour retrouver leur dignité perdue depuis longtemps». Loin du thème de cette journée, ces échanges, vifs et éprouvants, ont été les prémices de ce qui se passera au Mali lorsque la Commission Dialogue et Réconciliation aura commencé son travail. Ils ont prouvé, une fois de plus, que les divergences d'interprétation de l'Histoire et de la situation économique et sociale du pays, sont grandes.

À l'heure de la reconstruction, il faut, cette fois-ci, que les populations puissent faire un travail de fond pour se réconcilier. Les traditionnelles alliances trans-communautaires et le principe de Sanankouya, les fameuses plaisanteries de cousinage, si chers au cœur des Maliens, ne suffiront pas à guérir les plaies, car il reste trop de pus à l'intérieur, et depuis trop longtemps, pour qu'elles puissent se refermer définitivement. Il faudra que les responsabilités, historiques et récentes, soient reconnues, commune par commune, région par région, afin d'éviter toute nouvelle tentative de réécrire l'Histoire. Une vigilance absolue sera nécessaire, afin que cette volonté de réconciliation ne soit manipulée politiquement pour écarter tel ou tel groupe ou opposant, ou pour amnistier certains «amis». L'autre condition essentielle à la réconciliation est «l'effacement progressif des différences entre le Nous et les Autres», comme l'a dit Rehana Vally, au sujet de l'Afrique du Sud, car il permettra à chaque Malienne, à chaque Malien, de comprendre que ce que le sociologue John Brown Childs appelle «l'action commune des différentes populations, fièrement enracinées dans la richesse de leur propre identité» est le seul moyen de lutter efficacement contre la détresse économique, la corruption et l'injustice sociale dont ont toujours souffert toutes les populations, de Kayes à Kidal.

Source: Le Reporter

Actualités

Visite de Pierre Buyoya à Tombouctou : DES EVOLUTIONS RASSURANTES

Le chef de la MISMA, Pierre Buyoya, était mardi dernier à Tombouctou où il a rendu visite aux troupes de la force africaine intervenant dans notre pays. Il était accompagné de plusieurs autres responsables de la MISMA. C'est le bataillon burkinabè baptisé «Badenya» (fraternité en langue nationale bambara) qui a en charge la sécurisation des cercles de Tombouctou et Goundam. A Tombouctou, les soldats burkinabè ont installé leur quartier général au niveau de l'aéroport, situé à 5 km de la ville. Une position hautement stratégique. En se rendant à Tombouctou, Pierre Buyoya voulait s'enquérir de la situation réelle sur le terrain, notamment l'évolution de la situation sécuritaire et les conditions de vie des populations. Arrivée aux environs de 7 h 30 mn, la délégation a été reçue par le commandant en chef de la troupe, le colonel Gilles Bationo qui a fait le point de la situation sécuritaire globale à Tombouctou. Une situation calme dans l'ensemble avec des poches d'insécurité par endroits notamment à Ber (localité située à 70 km de la ville de Tombouctou) et Gourma-Rharous. Ber a été récemment le théâtre d'affrontements entre communautés arabes et touarègues. Les vols, braquages et intimidations y sont fréquents. Depuis son arrivée sur le terrain, le bataillon «Badenya» a mené plusieurs opérations de ratissage et des patrouilles avec les forces armées maliennes et les quelques dizaines de militaires français de l'Opération Serval restées sur place. L'officier burkinabè s'est félicité de la complicité qui existe entre les troupes, les autorités administratives, politiques, coutumières, religieuses, les organisations non gouvernementales et les populations locales. Aujourd'hui, l'administration de commandement est retour mais les services techniques tardent à se déployer. Des déplacés reviennent. Les ONG aussi.

Source : Essor

Economie

Développement de la micro-finance : L'URGENCE D'ACTUALISER LA STRATEGIE NATIONALE

Cela afin de corriger les insuffisances et de prendre en charge les changements intervenus dans l'environnement national et international. Au Mali, les systèmes financiers décentralisés (SFD) constituent des instruments alternatifs pour répondre aux besoins de financement des plus démunis. Dans cette perspective et pour procéder à l'actualisation de la Stratégie nationale de développement de la micro-finance et de son plan d'action 2008-2012, les représentants du Centre de promotion et d'appui aux systèmes financiers décentralisés et du ministère de l'Industrie et du Commerce se sont réunis hier. La rencontre, présidée par le secrétaire général du ministère, Mamadou Traoré, a enregistré la participation des membres du Groupe consultatif national pour la micro-finance, de l'Association des professionnels des systèmes financiers décentralisés du Mali, de plusieurs ministères et des partenaires financiers et techniques du secteur de la micro-finance.

Source : Essor

Régions du nord : MATERIEL INFORMATIQUE ET MOBILIER DE BUREAU POUR L'ADMINISTRATION

L'organisation très prochaine de l'élection présidentielle est difficilement possible sans la participation des structures déconcentrées du département en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire dans les régions nord du pays. C'est pourquoi le département a réceptionné jeudi un lot de matériel destiné au retour de l'administration dans le septentrion. La brève cérémonie s'est déroulée à la Maison du Hadj à Hamdallaye. Ces équipements qui ont coûté 1,1 milliard FCFA entièrement financés par le budget d'Etat, se composent de matériel informatique (ordinateur et accessoire), de mobilier de bureau (armoires, fauteuils, réfrigérateurs etc.). Ce matériel est destiné aux régions de Gao, Tombouctou, Kidal et à une partie de la région de Mopti (Ténenkou, Douentza et Youwarou).

Source : Essor

Politique économique et monétaire sous régionale : LES BONS OUTILS POUR EVITER LES APPROXIMATIONS ET LES CONTRE-VERITES DANS LES MEDIAS

Au cours de cette formation, les journalistes économiques de l'espace UEMOA se familiarisent avec les principales missions, les organes et la politique économique et monétaire de la BCEAO. Le partenariat entre la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et les journalistes économiques de la sous-région remonte à une décennie et répond à la nécessité d'offrir un cadre de renforcement des capacités aux professionnels des médias qui s'intéressent aux questions économiques.

Source : Essor

Société

Enfants : POURQUOI L'APPARENCE EST-ELLE SI IMPORTANTE CHEZ LES ADOLESCENTS ?

Piercing, coiffure à la mode et chaussures de marque, autant d'attributs à l'apparence physique qui, dès les premiers signes de la puberté, acquièrent toute leur importance. Votre adolescent passe des heures devant le miroir et ne supporte pas la moindre taquinerie sur son look. Pas de panique, c'est normal ! Les adolescents (ados) oscillent entre l'envie de s'affirmer et celui de se conformer à leur groupe de pairs. Regardés, ils se sentent agressés tandis qu'ignorés, ils se sentent abandonnés, remarque le psychiatre Serge Tisseron. Les ados vont adopter des stratégies de distinction et d'appartenance. Ils vont chercher à se distinguer du monde des enfants mais aussi de celui des adultes en adoptant un look qui « colle à leur âge ». Contrairement aux idées reçues, l'adolescent ne cherche pas à se vieillir, il cherche plutôt à faire son âge en adoptant les codes vestimentaires qui lui sont propres. Dans la sociabilité collégienne, il y a une forte pression à la conformité, note la sociologue Aurélie Mardon. Le vêtement, ainsi que tous les autres outils de l'apparence, va être mobilisé pour ressembler au groupe auquel il souhaite appartenir. Apparence est aussi un moyen, pour l'ado, de se réapproprier un corps qui n'évolue pas toujours comme il le désire. Piercing ou tatouage sont des moyens de rendre le corps plus malléable et de jouer avec les contours de leur identité. Le travail sur l'apparence physique n'est pas qu'une pratique purement égocentrique tournée sur soi. Travailler son image est un acte orienté vers l'en-dehors, pour l'adolescent. En se regardant dans le miroir, l'ado regarde l'image qu'il propose aux autres. En se mettant en valeur, cela lui permet d'avoir une meilleure estime de lui-même. L'adolescent doit cependant prendre conscience que l'apparence physique ne fait pas tout. Les parents peuvent aider leur ado à vivre des expériences où il se sentira valorisé. L'estime de soi ne doit pas uniquement dépendre de l'apparence physique.

Source : Essor

Sports et culture

Carteron lâche le Mali / Malifoot et le ministère des sports veulent se faire entendre

Le sélectionneur des Aigles du Mali Patrice Carteron a livré sa liste des joueurs sélectionnés pour les deux matches comptant pour les éliminatoires de la coupe du monde 2014 au Brésil contre le Rwanda et le Bénin à Bamako. Le comble de l'histoire est qu'il s'est engagé avec les Corbeaux pour deux ans alors que son contrat à la tête des Aigles du Mali s'achève jusqu'au 30 juin 2014. C'est depuis le stade de Lubumbashi que le sélectionneur des Aigles du Mali Patrice Carteron a livré sa liste des joueurs maliens qui affronteront les Rwandais et les écureuils du Bénin au Stade du 26 Mars de Bamako le 09 et 16 juin prochain.

Mais le hic dans cette affaire est que le coach des Aigles du Mali vient de s'engager avec le Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi pour deux ans. Il était l'invité d'honneur du richissime président du Club Katangais Moïse Katumbi le Dimanche dernier lors du match de ce Club contre les Mozambicains du Liga Muculmana. Patrice Carteron qui gagnait le cœur des supporters maliens vient de prendre la tangente laissant derrière lui une équipe des Aigles orpheline et des supporters inconsolables. Il a évoqué les raisons de son départ dans les colonnes de Jeune Afrique. « Je vais démissionner de mon poste de sélectionneur des Aigles. Cela faisait un certain temps que j'avais pour objectif de quitter le Mali, pour retrouver le terrain au quotidien. J'avais dit aux dirigeants maliens que je partirais après les deux matches qualificatifs pour la Coupe du Monde 2014 du mois de juin à Bamako [face au Rwanda, le 9, et au Bénin, le 16, NDLR], quels que soient les résultats. Les événements médiatiques de ces derniers jours m'obligent donc à accélérer les choses. Maintenant, j'attends des nouvelles de la fédération malienne, pour savoir si elle souhaite que je gère ces deux rencontres, ainsi que celle contre la Bretagne, en amical, le 28 mai »

Le gouvernement donne sa caution

La question Carteron a fait le tour des tables lors du Conseil des ministres du mercredi 22 Mai 2013, le ministre de la Jeunesse et des Sports Hameye Founé Mahalmahadane et le président de la fédération malienne de football sont déterminés à saisir toutes les voies de recours afin de laver cet affront infligé par le sélectionneur. Hammadoun Kola Cissé, le président de la fédération malienne de football a décidé de saisir l'instance suprême du football mondial la FIFA pour « rupture abusive de contrat ». « Nous allons le faire très rapidement. Patrice Carteron était lié avec le Mali jusqu'au 30 juin 2014, et jamais il ne m'avait dit qu'il souhaitait arrêter après les deux matches du mois de juin prochain. Comme j'ai pu le lire ». Avant de signer au Mali, il savait bien pertinemment qu'il devenait un sélectionneur national, qu'il ne pouvait en aucun cas retrouver le terrain au quotidien. Le sort de Carteron étant désormais scellé, les dirigeants de la Fédération malienne de football doivent s'atteler à mettre à la disposition de notre sélection nationale un sélectionneur chevronné, car nous devons remporter ces deux matches à Bamako avant de s'envoler à Alger en dernière journée. Le président de la fédération malienne a fait savoir que L'intérim sera assuré par Amadou Pathé Diallo, qui était son adjoint, et qui avait déjà rempli cette mission en 2012 après le départ d'Alain Giresse, dont il était déjà le principal assistant.

Source: Le Républicain

Divers

Kalaban Coro Adékène : Des chambres de passe dans le grand marché

Des jeunes ont loué des magasins pour d'autres fins. Là-bas, ils ne sont visibles que la nuit. Pour la pratique du plus vieux métier du monde. Enquête. Les actes sont humiliants et dépassent l'entendement, mais la pratique est quotidienne. La prostitution dans un marché c'est de cela dont il s'agit et elle a lieu dans le grand marché de Kalaban Coro Adékène. Surpris par la nouvelle qui circulait dans le secteur, nous nous sommes rendus, dans la nuit du vendredi 17, au lieu indiqué pour en être rassuré. A la recherche en pleine nuit, juste derrière la place où on vend les poulets appelés (Chè So), nous sommes tombés sur des hommes et femmes dans un couloir qui causaient et faisaient le thé. Un peu par devant deux filles accompagnées par un homme sortaient d'un magasin ; un homme et une fille étaient aussi collés l'un à l'autre juste à côté. Et non loin de là-bas en allant vers le grand hangar, trois filles étaient couchées devant des magasins. Après quelques minutes d'observation, un homme est arrivé sur une moto Diakarta et dit : « il y a quoi aujourd'hui, vous dormez déjà ? » et il commença à les réveiller. Dans le secteur le défilé d'hommes et de femmes était aussi dense. Dans cette foulée, nous avons posé la question à un jeune homme qui était de passage. « Qu'est-ce qui se passe réellement ici ? » « Comme vous l'avez constaté. Des filles et hommes ont loué des magasins et les ont transformés en des lieux de prostitution. Nombreux parmi eux ne sont perceptibles que dans la nuit », Nous répondait notre interlocuteur. Avant de nous montrer quelques magasins destinés uniquement à la prostitution. Qui a autorisé une telle pratique au sein d'un marché ? Les autorités administratives de la commune (mairie, gendarmerie, sous préfecture) sont-elles au courant ? En 2011 les occupants du marché (les vendeurs) avaient été chassés injustement pour une histoire de refondation de l'espace. Ces hommes et femmes pauvres qu'ils sont, aucun parmi eux n'a pu se faire même un lopin qui était d'ailleurs cédé aux plus offrants (opérateurs économiques) et selon nos sources à l'époque, les travailleurs de la mairie aussi en ont bénéficié à cause de leur titre. Deux ans plus tard, voilà ce qui nous réserve ce marché source de nombreuses frondes entre forces de l'ordre et vendeurs.

SOURCE: La Nouvelle Patrie

Rumeurs

Pour haute trahison et crimes contre le Mali : le BIPREM porte plainte contre ATT

Le Bloc d'intervention populaire et pacifique pour la réunification entière du Mali (BIPREM-Faso ko) a porté plainte, avant-hier lundi, devant le Procureur général près la Cour d'appel de Bamako, contre l'ancien président Amadou Toumani TOURE dit ATT, pour haute trahison et crime contre le Mali. Selon les conférenciers, responsables du BIPREM, c'est en toute indépendance et en toute responsabilité citoyenne de combattre l'impunité et l'injustice qu'ils ont décidé de porter plainte devant le Procureur général près de la Cour d'appel de Bamako «contre le principal responsable de la crise malienne en la personne du Général Amadou Toumani TOURE, ancien Président de la République du Mali pour haute trahison et crimes contre le Mali». Pour eux, force est de constater que c'est par son incapacité que le pays a été occupé et plongé depuis dans une guerre sans précédent, avec son lot de morts, de désolation, d'amputation de pieds et de mains, de rupture de liens sociaux, de destruction de patrimoine historique, de déplacés, de réfugiés, etc. portant ainsi une atteinte grave à la sécurité du Mali et des Maliens. Pire, à leur avis, cette même gouvernance instaurée par le président ATT a hypothéqué profondément et durablement la souveraineté du Mali. Selon les conférenciers, le procureur Daniel TESSOUGUE les a rassurés concernant la recevabilité en la forme de leur plainte. A la question de savoir s'ils ont les moyens financiers pour défendre ce dossier, les conférenciers diront qu'ils n'ont pas les moyens financiers pour gagner contre ATT. Cependant, ils disent avoir confiance à leur capacité morale et surtout l'appui de tous les Maliens partageant cette action. En guise de soutien, le secrétaire à l'information a fait savoir que le Réseau africain de droits de l'homme, ainsi que le mouvement «Y A MARRE» du Sénégal leur a promis d'engager des avocats sénégalais et français pour défendre leur dossier.

Source: info-matin

Etranger

Le groupe de Mokhtar Belmokhtar menace de nouvelles attaques au Niger

Le groupe du jihadiste algérien Mokhtar Belmokhtar menace de nouvelles attaques au Niger dans un communiqué envoyé à l'AFP. Elles prendraient pour cible la France et tous les pays engagés militairement au Mali.

Source : RFI

L'Union africaine ne veut pas se laisser ébranler par le double attentat au Niger

Le double attentat qui a frappé le Niger, jeudi 23 mai, survient en plein anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine. Si l'Union africaine a voulu s'en tenir à ses objectifs, maintenant le développement au cœur de l'agenda des discussions, le drame a fait l'objet de toutes les discussions... et de toutes les craintes.

Nkosazana Dlamini-Zuma n'aime pas qu'on bouscule son agenda, même si les terroristes viennent de lancer une attaque sans précédent sur le Niger. Jeudi 23 mai, à Addis-Abeba, la présidente de la Commission de l'Union africaine (UA) n'a pas dit un mot sur la double tragédie d'Agadez et d'Arlit. Elle a laissé ce soin à son vice-président, le Kenyan Erastus Mwencha. « Nous condamnons le plus fermement possible cette action, a déclaré ce dernier. Il n'y a aucune justification au terrorisme et le pire est quand il frappe des victimes innocentes. Cette condamnation nous rappelle aussi que ce type de menaces est global. Nous devons travailler ensemble, unir nos efforts en Afrique et avec le reste du monde pour lutter contre ce fléau. » Dans l'après-midi, Mme Dlamini-Zuma a poursuivi de son côté l'ordre du jour du Conseil exécutif de l'Union, comme s'il ne s'était rien passé. Le message est clair : les Sud-Africains ne veulent pas que les acteurs du sommet du 50ème anniversaire de la création de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) ne soient accaparés par les conflits en cours. Priorité aux questions de développement. Peine perdue, dans les couloirs du centre de conférence d'Addis-Abeba et pendant les pauses-café, tout le monde ne parlait que de ces attentats. La condamnation est unanime. L'ambassadeur du Niger recevait de multiples témoignages de solidarité de la part de ses collègues. Une réflexion est revenue souvent : l'Etat du Niger est un Etat fort et, comme l'Algérie après l'attaque d'In Amenas, tous se disent convaincus qu'il ne cédera pas au chantage de la terreur.

Beaucoup cependant s'inquiétaient de constater que de plus en plus de pays étaient la cible d'attaques de ce type. La menace se fait permanente, notamment dans la zone sahélienne. On ne sait pas encore si les terroristes ont choisi leur date en tenant compte du calendrier des festivités de l'Union africaine, mais la coïncidence est là. L'histoire se rappellera qu'au moment où elle fêtait les cinquante ans de son unité, l'Afrique était touchée régulièrement par des attentats terroristes.

Source : RFI

Guinée: heurts entre forces de police et opposants au président Condé à Conakry

De nouvelles manifestations de l'opposition ont dégénéré jeudi 23 mai. Des dizaines de milliers de manifestants se sont opposés aux forces de l'ordre, dénonçant un processus électoral trop favorable au président sortant, Alpha Condé. Ces heurts ont fait un mort par balle et plusieurs blessés. Si le scrutin législatif a bien lieu le 30 juin prochain, l'opposition ne sera pas représentée, faute d'avoir présenté une liste.

Source : RFI